

Arrêté des ministres des finances et de l'agriculture du 24 Juillet 1991, fixant les redevances pour utilisation des eaux et du sable du domaine public hydraulique.

Les ministres des finances et de l'agriculture ;

Vu le décret du 24 septembre 1985 sur le domaine public ;

Vu la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, portant promulgation du code des eaux et notamment les articles 10 et 63 dudit code ;

Vu le décret n° 81-1818 du 22 décembre 1981, portant désignation des agents chargés de la conservation et de la police du domaine public hydraulique ;

Vu le décret n° 87-779 du 21 mai 1987, portant organisation du ministère de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1964, fixant la redevance spéciale pour utilisation des eaux de l'Oued Medjerda pendant la période d'été ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1967, fixant les redevances pour utilisation des eaux du domaine public et pour occupation du domaine public fluvial et hydraulique ;

Vu l'arrêté du 1er mars 1985, fixant les redevances des eaux du domaine public hydraulique ;

Vu l'avis émis par la commission du domaine public hydraulique dans sa séance du 15 janvier 1991 ;

Arrêtent :

Article premier. - Les redevances pour utilisation des eaux du domaine public hydraulique sont fixées comme suit :

- 1) La redevance annuelle pour l'utilisation des eaux du domaine public hydraulique est fixée à 2 millièmes par mètre cube autorisé avec un minimum de 10 dinars pour les eaux à usage agricole ;
- 2) La redevance annuelle pour l'utilisation des eaux du domaine public hydraulique est fixée à 5 millièmes par mètre cube autorisé avec un minimum de 25 dinars pour les usages autre qu'agricoles ;

Art. 2. - La redevance pour l'utilisation du sable relevant du domaine public hydraulique est fixé à 600 millièmes par mètre cube autorisé.

Art. 3. - Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées et notamment l'arrêté susvisé du 1er mars 1985.

Toutefois, demeurent en vigueur l'arrêté susvisé du 13 mai 1967 à l'exception de son article premier et l'arrêté susvisé du 6 novembre 1964.

Tunis, le 24 juillet 1991.

Vu

Le ministre des finances

MOHAMED GHANNOUCHI

Le Premier ministre

HAMED KAROUI

Le ministre de l'agriculture

MOULDI ZOUAoui